



131, rue Damrémont 75018 PARIS

E-mail : [urif.fo@yahoo.com](mailto:urif.fo@yahoo.com)

Site Internet : [www.urif-fo.fr](http://www.urif-fo.fr)

 @ URIFFO

## **AU SERVICE DU CAPITAL !**

Pour la même intervention Covid, le Président de la République nous promet une nouvelle fois du sang et des larmes. D'abord pour les personnels soignants, les personnels des EHPAD, les personnels des soins à domicile, qu'il considérait il y a un an comme les véritables héros de la pandémie, applaudis tous les soirs à 20H par la population, à qui on annonce aujourd'hui "le vaccin ou la punition" pouvant aller jusqu'au licenciement. Licenciement dites-vous, alors que nous savons que nombre de personnels soignants démissionnent parce qu'ils n'en peuvent plus et ne sont toujours pas reconnus dans leurs métiers. Un déficit de recrutement de personnels soignants formés qui seraient utiles dans une période où l'hôpital manque cruellement de personnel.

Mais voilà comment "les certitudes" du Président - c'est lui qui le dit - le conduisent à considérer que non vacciné, un personnel soignant de l'hôpital, d'un EHPAD ou de soins à domicile est un délinquant.

Après nous avoir imposé l'état d'urgence sanitaire, le couvre-feu, la loi de sécurité globale, il s'interroge sur la nécessité de l'obligation pour tous de se faire vacciner, comme il imposera aux chômeurs la nouvelle application de la loi sur l'assurance chômage alors qu'il sait pertinemment que beaucoup d'entre eux, avec cette nouvelle loi appliquée au 1<sup>er</sup> octobre, rejoindront la cohorte des précaires et ceux vivant en dessous du seuil de pauvreté.

Sa règle d'or : "le travail et le mérite" et mieux vaut le salaire par le travail que l'aide apportée par l'assurance chômage. Oui, le Président de la République sait bien qu'il suffit de traverser la rue pour trouver un emploi !

Comme il sait bien de quoi il parle quand il aborde le problème de la réindustrialisation alors que depuis plus d'un an rien n'a bougé dans ce domaine et que ce ne sont pas les quelques exemples cités qui conduiront à la réindustrialisation surtout dans le cadre de l'industrie automobile où une usine de fabrication de batteries ne remplacera pas la fin des moteurs thermiques en 2035.

Il a annoncé que ses certitudes le conduisaient à une France plus conquérante si elle se réforme et abandonne tout ce qui a été construit par le Conseil National de la Résistance. Alors là, il copie Kessler (Vice-président du MEDEF de 1998-2002) et ça ce n'est pas moderne et ça remet en cause le modèle social qu'il a tant vanté !

En termes d'abandon des véhicules thermiques, ses certitudes l'amènent à savoir comment toute une partie de la France qui roule au diesel pourrait même se payer un vélo comme ceux qui circulent dans Paris coûtant plusieurs milliers d'euros et qui ne servent que quand il fait beau.

La réforme des retraites n'a pas échappé à sa sagacité. Les retraites d'aujourd'hui, qui elles aussi font partie de notre modèle social, dont les 42 régimes, sont incompréhensibles pour les Français dit le Président. Il faudrait donc d'abord supprimer tous les régimes spéciaux. Mais voilà, ces derniers font aussi partie du modèle social pour des agents qui, quelles que soient les intempéries, les pandémies, les circonstances exceptionnelles sont sur le terrain au service de la population.

Oui, Monsieur Macron, le numérique c'est formidable mais aussi l'électricité en appuyant sur un bouton, prendre son bus ou son métro dans des conditions tarifaires, d'horaires et de sécurité comme c'est le cas à la RATP et à la SNCF, recevoir son courrier et pouvoir utiliser son téléphone sans trop de problèmes, c'est pas mal non plus ! Sauf que vous ne le dites pas ! Mais les contre-réformes ont été engagées par vos prédécesseurs et vous mettez à votre tour "le paquet" pour ouvrir à la concurrence et privatiser. Ce qui est grave en annonçant de telles suppressions, c'est que vous montez les Français les uns contre les autres. Les seules égalités que l'on puisse deviner c'est que tout le monde devra prendre sa retraite plus tard et que si l'annonce d'une retraite minimum est de 1000 €, nous savons que le régime universel déjà appliqué en Suède, cause une perte du pouvoir d'achat à tous les retraités de l'ordre de 20%. Si c'est ça l'égalité, ce n'est pas compréhensible par les 70% d'abstentionnistes aux dernières régionales.

Ils ne sont pas dupes !

Mais rien n'est acté, a dit le Président, on verra à la rentrée et on négociera avec les partenaires sociaux.

Négocier quoi ? Tout est déjà acté ! Des négociations ? Comme celles qui durent depuis des années, qui ont été balayées par les grèves et les manifestations qui auront duré pendant 4 ans et qui risquent de durer encore 1 an car pour notre URIF FO il n'y a rien à négocier et nous ne nous prêterons pas à des simulacres trompant les salariés.

En septembre, nous défendrons nos 42 régimes de retraite avec les régimes spéciaux et le code des pensions civiles et militaires. Nous défendrons la retraite par répartition. Nous combattons contre la mise en œuvre de la contre-réforme de l'assurance chômage.

Nous nous mobiliserons pour garantir notre "modèle social" qu'il voudrait transformer en modèle à l'américaine ou revisiter par la commission européenne alors que pour nous, il est celui des conquêtes de 1936-1945.

**NOUS Y SOMMES PRETS  
AU SERVICE DES TRAVAILLEURS  
SALARIES - RETRAITES - CHOMEURS**

Paris, le 12 juillet 2021